

Carte scolaire 2021 : le ministère échoue au test d'arithmétique

Les décisions annoncées par le ministère de l'Éducation nationale ignorent la réalité des effectifs et présentent une grande incohérence. **Pour l'académie de Bordeaux**, alors, que les effectifs continuent de croître dans le second degré (+ 2488 élèves), le ministère supprime 104 postes en les compensant par l'équivalent de 139 emplois en heures supplémentaires. En revanche, le ministère sanctuarise le 1er degré avec une dotation positive (+75 Professeurs des écoles pour l'académie de Bordeaux) pour répondre aux défis de l'école primaire dans un contexte de diminution des effectifs (- 1842 élèves dans l'académie).

Premier degré : un rattrapage à petits pas de décennies de négligence

Pour le SE-Unsa, cette dotation de 75 postes est une bonne nouvelle car elle donne quelques perspectives et va permettre de débiter enfin l'amélioration du régime de décharge des directeurs et directrices. Cependant, même si le contexte démographique est favorable, cela ne suffira sans doute pas pour mettre en œuvre d'autres mesures tout autant nécessaires : poursuite des dédoublements en grande section en Rep et Rep+, limitation à 24 élèves du nombre d'élèves en grande section, CP et CE1, renforcement des Rased, création de postes d'enseignants référents, moyens nécessaires à la coordination des PIAL... Enfin, le défi de l'amélioration de l'offre éducative en milieu rural comme milieu urbain ne sera pas relevé.

Le SE-Unsa sera vigilant quant à la mise en œuvre effective des engagements ministériels (notamment concernant les décharges de direction) et défendra toutes les décisions locales qui permettront d'apporter des réponses adaptées aux défis actuels.

Second degré : des choix budgétaires qui sont un non-sens

Tandis que les effectifs ne cessent de croître dans le second degré, au collège et dans la voie professionnelle, le gouvernement fait le choix de refuser de répondre aux exigences d'un service public de qualité au nom d'une austérité budgétaire qui ne dit pas son nom. **Avec ces suppressions de postes, le gouvernement refuse d'accompagner la croissance des effectifs en dégradant les conditions de scolarité des élèves, en surchargeant les classes, en accroissant la charge de travail des enseignants, en sacrifiant la voie professionnelle.** Enfin, il y a les invisibles, les CPE, les professeurs documentalistes, les AED, les psychologues de l'Éducation nationale. Leur rôle est fondamental. Pourtant, alors que l'accompagnement de la crise sanitaire a montré une fois de plus leur rôle essentiel, pas un seul emploi supplémentaire n'est prévu au budget malgré nos alertes et nos demandes. **Pour le SE-Unsa, le renforcement de la vie scolaire des établissements est une nécessité.**

Classes surchargées au collège, rendez-vous manqué de la crise sanitaire, transformation de la voie professionnelle à la dérive, réforme du lycée consommatrice de moyens au détriment de l'accompagnement des élèves... Les décisions ont des conséquences, il faudra bien un jour les assumer.

Contact presse : Franck HIALE 06 89 34 86 83